



## Les Observatoires des tarifs bancaires

Simultanément à la parution du premier rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) institué par la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010, l'IEDOM a publié le premier rapport d'activité de son Observatoire des tarifs bancaires de sa zone d'intervention. Mis en place en 2009 à la demande du ministère de l'économie, il a été entériné par la loi de régulation bancaire et financière. Le rapport couvre la période d'avril 2009 à avril 2011 et montre d'une part que les tarifs bancaires ont été, dans les DOM, majoritairement orientés à la baisse au cours de cette période et d'autre part, pour une majorité des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs sont moins élevés dans les DOM qu'en métropole.

1 - Le rapport de l'IEDOM est disponible en téléchargement sur :

[http://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport\\_iedom\\_observatoire\\_tarifs\\_bancaires\\_-\\_novembre\\_2011.pdf](http://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport_iedom_observatoire_tarifs_bancaires_-_novembre_2011.pdf)

2 - le rapport du CCSF est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-OTB-2011.htm>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Créer de la valeur ajoutée et de l'emploi en outre-mer

Dans le cadre de l'année des outre-mer, l'AFD a organisé en partenariat avec le CEROM, le 25 novembre 2011, une conférence sur les défis pour les économies ultramarines de créer de la valeur ajoutée et de l'emploi, dans un contexte en profonde mutation.

Les thèmes spécifiques abordés ont porté sur l'insertion professionnelle des jeunes ultramarins et les migrations, les spécificités des entreprises ultramarines, la formation professionnelle, les échanges économiques régionaux et la compétitivité.

Cette manifestation a réuni de nombreux participants venant d'outre-mer ou de métropole. La diversité des participants – universitaires et experts, chefs d'entreprises, élus, représentants de collectivités territoriales - a permis des échanges riches et variés.

### Publications

**1- Médiation du crédit aux entreprises** : Le rapport d'activité 2010-2011 est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-annuel-2010-2011-de-la-Mediation-du-credit-au-President-de-la-Republique>

**2- Banque de France** : L'indicateur de suivi du financement des micro-entreprises à fin septembre 2011.

Le document est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/2011-09-stat-info-financement-des-microentreprises-france-trimestriel.pdf>

**3 – INSEE** : En 2010, la moitié des PME d'au moins dix personnes ont recherché un financement, Luc Sauvadet, INSEE Première n° 1379, novembre 2011. Le document est disponible sur :

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1379/ip1379.pdf>

**4 – Commission européenne** : Alléger les charges imposées aux PME par la réglementation – Adapter la réglementation de l'UE aux besoins des micro-entreprises. Le rapport au Conseil et au Parlement est disponible sur :

[http://ec.europa.eu/governance/better\\_regulation/documents/minimizing\\_burden\\_sme\\_FR.pdf](http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/documents/minimizing_burden_sme_FR.pdf)

**5 – ACP** : Mobilité bancaire. Le rapport au ministre de l'économie et au Comité consultatif du secteur financier est disponible sur :

<http://www.banque-france.fr/acp/publications/etudes/20110911-ACP-rapport-sur-la-mobiite-bancaire.pdf>

**6 – FBF** : Quelle garantie pour vos dépôts ? Le mini-guide n° 6 de la série « les clés de la banque » est disponible en téléchargement sur :

[http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/\\$File/Mini-Guide%206.pdf](http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/$File/Mini-Guide%206.pdf)

**7 – Antilles** : Médiation de l'hôtellerie en Guadeloupe et Martinique, Alain Bodon, Inspection générale des finances, octobre 2011.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : [http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_mediation\\_antilles.pdf](http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_mediation_antilles.pdf)

### Nomination

**1-** Mme Anne Le Lorier a été nommée second-sous gouverneur de la Banque de France en Conseil des ministres du 7 novembre 2011, en remplacement de M. Jean-Pierre Landau.

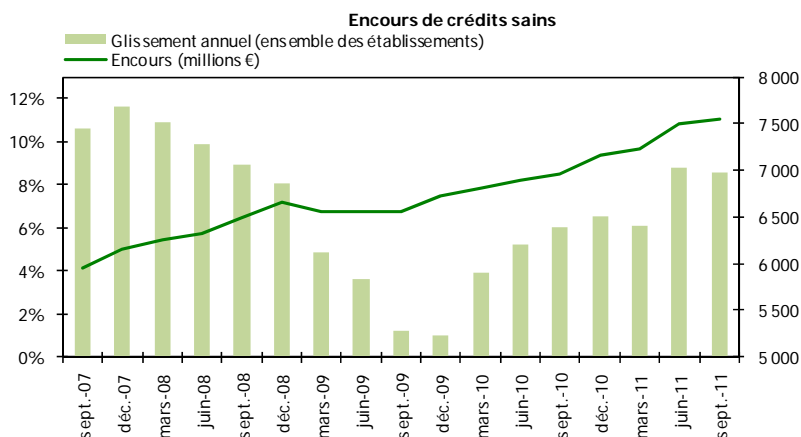
**2 -** M. René Ricol, commissaire général à l'investissement, a été nommé par le ministre de l'Economie, coordinateur de l'ensemble des dispositifs de soutien aux entreprises.

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

### Croissance soutenue de l'encours des crédits à fin septembre 2011

A fin septembre 2011, l'activité de crédit en Guadeloupe reste dynamique. A 7,5 milliards €, l'encours sain des crédits enregistre une hausse de 8,5 % sur un an (+594,1 millions €) après +8,8 % en juin 2011.

Le dynamisme observé sur le financement des entreprises au 2<sup>ème</sup> trimestre se confirme au 3<sup>ème</sup> trimestre 2011. L'encours de crédit porté par les entreprises de Guadeloupe augmente de 9,7 % (+318 millions €) en septembre 2011 (après +7,3 % en juin) pour atteindre 3,6 milliards €. Les crédits immobiliers continuent d'évoluer à un rythme soutenu (+12,1 % après +9,1 % en juin). La croissance des crédits d'investissement s'accélère à fin septembre : l'encours progresse de 9,1 % (soit +121 millions €) sur un an contre +7,3 % en juin. A l'inverse, après avoir enregistré un léger rebond en juin, l'encours de crédits d'exploitation, en repli depuis fin 2008, diminue à nouveau (-24,3 millions € soit -3,1 % sur un an après +0,2 % en juin 2011).



L'encours sain des crédits aux ménages (2,8 milliards €) augmente de 7,1 % (+187,3 millions €) à fin septembre, soit une évolution similaire au trimestre précédent. L'encours des crédits à l'habitat affiche un taux de croissance stable par rapport à juin 2011 (+8,2 %). Parallèlement, le financement de la consommation affiche un nouveau ralentissement de son rythme de croissance (+5,1 % sur un an après +5,3 % en juin 2011 et +6,4 % en mars 2011). Cette perte de vigueur est en lien avec le recul de la consommation dans le département au 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 dans un contexte économique jugé plus incertain.

### Faible hausse des actifs financiers au troisième trimestre 2011

A fin septembre 2011, le rythme de croissance des actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe accuse un ralentissement. L'encours, à 6,6 milliards €, enregistre son plus faible taux de croissance annuelle depuis fin décembre 2010 (+3,9 % contre +5,4 % en juin 2011). Cette évolution est inférieure à la croissance annuelle moyenne des quatre dernières années (+6,4 %).

La décélération des actifs financiers est liée à la perte de vitesse des dépôts à vue (+2,9 % après +5,4 % en juin 2011), principaux actifs financiers détenus par les agents économiques du département (33,4 % du total). L'épargne longue connaît un essoufflement (+4,5 % contre +8 % en juin 2011), notamment en matière d'assurance-vie (+7,6 % après +12,1 % au trimestre précédent). A l'inverse, après un timide redressement en juin 2011 (+3 %), les placements liquides ou à court terme enregistrent une accélération de leur rythme de croissance (+4,4 % sur un an).

### Reprise de l'activité économique en 2010 selon les comptes rapides CEROM

En 2010, le Produit Intérieur Brut (PIB) régional progresse de 2,7 % en volume, marquant ainsi le retour de la croissance en Guadeloupe. Cette évolution est presque deux fois plus élevée qu'en France métropolitaine (1,5 %). Mais, en 2009, la récession avait été plus marquée dans la région : -4,8 % contre -2,7 % au niveau national.

En volume, le PIB reste à un niveau inférieur à celui atteint en 2008, année où les premiers signes de la crise se sont fait sentir. Seulement la moitié de la baisse mesurée en 2009 a été compensée en 2010. La croissance est tirée par la reprise de l'investissement qui contribue pour 1,6 point à l'évolution du PIB.

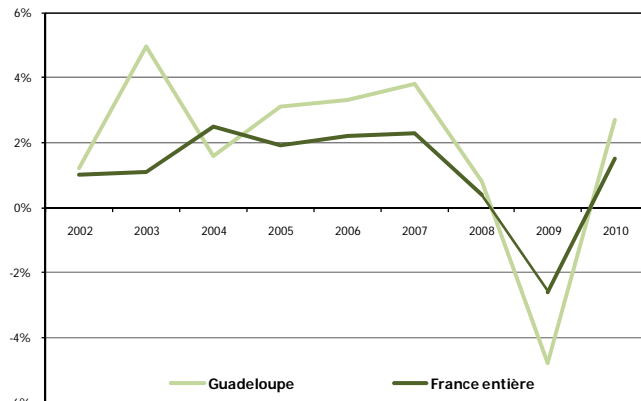
La consommation des ménages se redresse également et explique plus de un point d'évolution de PIB. Le commerce extérieur trouve un second souffle : imports et exports sont en nette augmentation et le tourisme a connu une reprise. Seule la consommation des administrations publiques régresse.

L'étude est disponible sur le site du partenariat [CEROM](http://cerom.insee.fr).

### Publication

La note expresse n° 129 « Tendances conjoncturelles » relative au 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 en Guadeloupe est parue. Vous pourrez la télécharger librement, ainsi que ses annexes statistiques, sur le site <http://www.iedom.fr> et vous abonner à nos publications périodiques au format PDF à la même adresse.

Un taux de croissance au-delà du niveau national  
Taux de croissance du PIB en volume, en %



Source : INSEE - CEROM - Comptes rapides

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

---

### Revalorisation du SMIC au 1<sup>er</sup> décembre

L'arrêté sur la revalorisation du salaire minimum de croissance au 1er décembre 2011 a été publié le 30 novembre au Journal officiel. Le montant du SMIC applicable en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon s'établira, à compter de cette date, à 9,19 euros brut de l'heure. Cette hausse de 2,1 % résulte de la progression de l'inflation, qui a dépassé fin octobre le seuil de 2 % entraînant une revalorisation automatique. Le décret fixe également à 3,43 euros le montant du minimum garanti, qui sert notamment au calcul des avantages en nature dans les professions de l'hôtellerie et de la restauration.

### Médiation de l'hôtellerie aux Antilles

M. BODON, Inspecteur général des finances, a remis au gouvernement son rapport sur la médiation de l'hôtellerie en Guadeloupe et Martinique. Dans le cadre de cette mission, qui s'est déroulée sur une période de six mois, 103 établissements hôteliers ont été visités. Des réunions ont été organisées avec l'ensemble des services compétents pour les deux tiers d'entre eux et des solutions (totales ou partielles) trouvées pour 50 hôtels en Martinique et 25 en Guadeloupe. Au-delà des dettes fiscales et sociales, de nombreux sujets ont été évoqués et en particulier les problèmes se rapportant aux demandes de financement Région/FEDER et État en matière de rénovation ; au classement hôtelier ; aux crédits bancaires ou à la formation professionnelle. Plusieurs propositions sont faites concernant l'hôtellerie et le tourisme. Le rapport propose également la mise en place d'une mission permanente de médiation relative au tourisme, compte-tenu de l'importance de cette activité pour le développement de l'économie et de l'emploi.

### Nouveau bateau de croisière à l'escale en 2012

A compter du 14 novembre 2012, un nouveau bateau de croisière, le Brilliance of the Seas, fera escale chaque mercredi à Pointe-à-Pitre. Ce navire de 293 mètres et d'une capacité de 2 500 passagers appartient à la compagnie américaine Royal Caribbean Cruise Line (RCCL), deuxième groupe mondial de croisière basé à Miami. Il réservera notamment à l'embarquement 300 places à la clientèle française de l'hexagone et des Antilles. Le Comité du tourisme des Iles de Guadeloupe estime l'impact économique de ce nouveau navire à environ 5 millions d'euros par saison.

### Reprise de la liaison Air France entre Pointe-à-Pitre et Roissy

Afin de faciliter l'accès des clientèles européennes aux Antilles françaises (qui représentent aujourd'hui moins de 5 % des voyageurs arrivant à l'aéroport Pôle-Caraïbes) et suite à l'annonce du Président de la République en janvier dernier, la liaison aérienne hebdomadaire d'Air France entre l'aéroport de Roissy et la Guadeloupe a été réouverte. Le vol inaugural a eu lieu le 5 novembre, et suscite l'espoir que cette liaison aérienne aura plus de succès que les tentatives de 2001, 2003 et 2005. La Martinique et la Guadeloupe ont mené en amont une campagne de promotion en Allemagne, en Suisse, en Belgique et en Italie, afin d'accroître leur visibilité face aux concurrents dominicains et cubains.

### Deux entreprises innovantes récompensées

La septième édition du Prix Inter-Entreprises du manager s'est déroulée en Guadeloupe, Martinique et Guyane. L'édition Guadeloupe, qui s'est tenue le 28 novembre au Complexe World Trade Center (CWTC), a permis de mettre en valeur deux entreprises innovantes du département. Le premier prix a été décerné à Maud Lurel, directrice de l'entreprise « Cochon pays Guadeloupe », et le second prix à l'entreprise « Phytobôkaz », dont le gérant est le Dr Henry Joseph. Le Prix Inter-Entreprises du manager Antilles-Guyane est organisé par Francette Rosamont, directrice des éditions Inter-Entreprises, avec l'appui d'un comité d'experts (AFD, IEDOM, ARACT, Direction du travail, Services du Conseil Régional...).

### Troisième conférence des Présidents des Régions françaises d'Amérique

La troisième Conférence des Présidents des Régions Françaises d'Amérique a eu lieu lundi 05 décembre 2011 en Guyane. Parmi les décisions prises figurent l'invitation des collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy à rejoindre l'Union Régionale des Antilles et de la Guyane (URAG) et la création d'un Comité de Liaison Interportuaire Antilles-Guyane.

## ACTUALITE REGIONALE

---

### Prise de fonction du nouveau préfet à Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Philippe Chopin, nommé le 16 novembre en conseil des ministres Préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sur proposition du Premier ministre, a pris ses fonctions le 12 décembre. Son prédécesseur, Jacques Simonnet a été nommé Préfet hors cadre.

### Renforcement de la coopération entre Saint-Martin et Sint Maarten

La première commission mixte sur la coopération entre Saint-Martin et Sint Maarten s'est tenue vendredi 2 décembre à la CCISM sous l'égide du préfet, du président de la COM et du premier ministre de Sint Maarten, en présence de tous les acteurs concernés. Il s'agissait de fixer pour la première fois le cadre légal de la coopération entre les deux parties de l'île. Au cours de cet échange les thèmes de la sécurité, du transport, de l'aménagement du territoire, des affaires sociales et du développement économique ont été abordés. Une lettre d'intention a été rédigée, dont les termes seront dévoilés après ratification du Conseil exécutif de la partie française et du Conseil des ministres du côté hollandais. Cet accord définit notamment un cadre pour les échanges futurs entre les deux parties de l'île : une commission mixte se réunira une fois par an et une commission technique chaque trimestre.

### Géothermie et coopération avec la Dominique

La campagne de forages exploratoires visant à préciser le potentiel géothermique de La Dominique et à définir l'implantation de futurs forages d'exploitation a été lancée le 5 décembre. Cette campagne fait suite à une première étude, cofinancée par le programme Interreg IIIB et conduite par la Région Guadeloupe, qui avait confirmée l'existence d'un potentiel permettant d'envisager la construction d'une unité capable de produire entre 100 et 120 MW d'énergie à La Dominique, dont 90 % serait distribués à la Guadeloupe et la Martinique par des câbles sous-marins.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France Octobre 2011	125,4	-0,5 % -	2,0 % 2,4 %
<b>Chômage</b> (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Octobre 2011	56 370	-0,6 %	7,9 %
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations - (en M€) Importations - (en M€) Septembre 2011	11 178	- -	45,4 % 1,0 %
<b>Energie</b> (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Cumul annuel Octobre 2011	29 373	-22,3 %	-24,9 % -4,5 %
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées Octobre 2011 Cumul annuel	523 4 763	-	8,3 % 2,0 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Ménages</b> (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Octobre 2011 Nombre de retraits de cartes bancaires Octobre 2011 Cumul annuel 4 387 Nombre de dossiers de surendettement déposés Cumul à fin novembre 338	21 537 459 4 387 338	0,3 % 22,4 % - -	-0,1 % 11,4 % -9,6 % 7,6 %
<b>Entreprises</b> (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € Novembre 2011 cumul annuel 15 389 - Nombre Novembre 2011 cumul annuel 1 385	1 279 15 389 109 1 385	1,2 % - -11,4 % -	-34,0 % -1,1 % -21,0 % -0,6 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Octobre 2011 Cumul annuel 1 629 324	124 778 1 629 324	13,8 % -	5,9 % 6,0 %
<b>Trafic portuaire</b> (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Cumul à fin Octobre 2011 2 662 059 Nombre de passagers (entrées + sorties) 617 678	2 662 059 617 678	- -	8,9 % -4,2 %
<b>Immatriculations</b> (Source : CGDD)	Immatriculations de véhicules neufs Septembre 2011 Cumul annuel 12 342 (VPN+VUN)	1 471 12 342	23,8 % -	-10,8 % 1,6 %
<b>Construction</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes) Octobre 2011 Cumul annuel 194 050	21 595 194 050	4,3 % -	9,7 % -2,7 %
<b>Banane</b> (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes) Août 2011 Cumul annuel 37 525	5 516 37 525	2,8 % -	45,5 % 87,2 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### L'activité économique en léger repli

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) affiche un léger repli après quatre trimestres consécutifs de hausse. Il perd 4,1 points par rapport au trimestre précédent et retrouve sa moyenne de longue période. Cette inflexion s'explique par une évolution défavorable de l'activité accompagnée d'une forte baisse des effectifs et d'une dégradation des trésoreries. Des perspectives plus positives pour la fin d'année limitent cependant ce fléchissement.

La consommation des ménages marque le pas au 3<sup>ème</sup> trimestre tandis que le marché de l'emploi se dégrade encore. Dans ce contexte incertain, les prévisions d'investissement des entreprises restent relativement réservées, même si les professionnels apparaissent moins pessimistes en comparaison des deux dernières années.

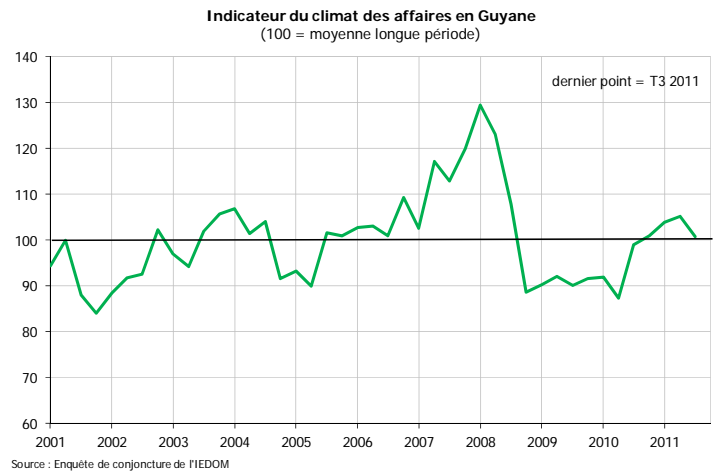
Au niveau sectoriel, l'activité est en recul dans les services marchands, le commerce et le BTP. Les chefs d'entreprise anticipent toutefois un regain d'activité pour la fin d'année, propice à une augmentation des intentions de recrutement, et escomptent un retour à une situation plus favorable de leurs trésoreries.

### Une activité bancaire en demi-teinte

A l'image de l'indicateur du climat des affaires du département qui affiche un léger repli sur le trimestre, retournant vers sa moyenne de longue période, l'activité des établissements de crédit au 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 continue de marquer le pas. Alors que l'activité de financement progresse légèrement par rapport au trimestre précédent (+ 0,9 % de l'encours sain de crédit contre + 0,6 % au 2<sup>ème</sup> trimestre), l'activité de collecte reste morose avec un encours d'actifs financiers encore en baisse pour le 3<sup>ème</sup> trimestre consécutif (- 0,5 %, après - 0,3 % au 2<sup>ème</sup> trimestre et - 1,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre).

Les comportements financiers des agents économiques de Guyane font ressortir sur le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 :

- un recul de l'encours des dépôts à vue initié depuis le début de l'année,
- une première baisse depuis trois ans de la collecte d'épargne à long terme,
- une croissance toujours solide du financement immobilier des ménages,
- un rebond sensible sur le segment des crédits d'investissement des entreprises.



## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Prix à la consommation

En octobre 2011, l'indice des prix à la consommation est en légère hausse de 0,2 % sur le mois, cette variation s'expliquant par les progressions de prix sur les postes « produits frais » (+ 1,7 %) et « produits pétroliers » (+ 2,3 %). Les prix administrés des hydrocarbures ont été révisés à la hausse en octobre (+ 4 cts pour l'essence, + 3 cts pour le gazole).

Sur un an, l'indice enregistre une hausse toujours soutenue (+ 2,2 %), tirée principalement par les prix des services (+ 2,0 % sur un an) et de l'énergie (+ 14,1 %).

L'inflation guyanaise sur un an est similaire aux taux atteints dans le reste de la France : + 2,0 % à la Guadeloupe, + 2,2 % à la Martinique, + 2,4 % à la Réunion (et pour la France entière). Les indices de prix sont notamment pénalisés, partout en France, par la forte augmentation du prix des produits pétroliers.

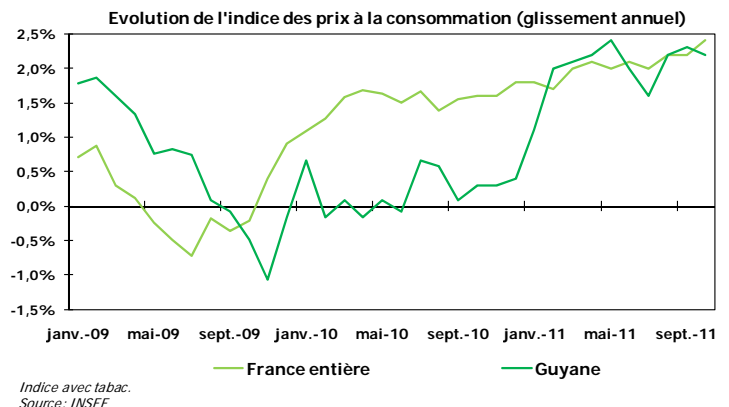
### Carburants

L'arrêté préfectoral n°1969 du 28 novembre 2011 fixe, à compter du 1<sup>er</sup> décembre, le prix de vente au détail des carburants à 1,59 € / litre pour l'essence (soit une baisse de 3 centimes) et 1,54 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 4 centimes).

Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent par les éléments suivants :

- une baisse du cours du dollar par rapport à l'euro (le cours moyen passant de 1,360 à 1,364 USD pour 1 € sur le mois) ;
- une baisse de la moyenne des cotations de l'essence (- 3 %), qui s'explique par un recul de la demande internationale ;
- une hausse de la moyenne des cotations du gazole (+ 5 %), qui s'explique par un « effet ciseau » sur le marché international, conjuguant une demande accrue et une offre en repli.

Le prix de la bouteille de gaz recule quant à lui de 4 centimes, passant de 24,70 € à 24,66 € (- 0,2 % sur le mois).





## Politique régionale de l'Union européenne

M. Johannes Hahn, commissaire européen chargé de la politique régionale, était en visite en Guyane début novembre 2011. Une rencontre avec les représentants des principales instances socio-professionnelles guyanaises (Conseil économique, social et environnemental, Chambre de commerce et d'industrie, Moyennes et petites industries, MEDEF, Jeunes agriculteurs, Comité des pêches...) était organisée au Conseil régional. Les socio-professionnels ont insisté sur la nécessité de mieux prendre en compte les spécificités de la Guyane par rapport aux autres Régions ultrapériphériques. Cette visite intervient alors que les négociations portant sur les Programmes opérationnels européens pour la période 2014-2020 sont en phase de démarrage.

## Mouvement social

Le mouvement social entamé il y a plus de deux mois dans un magasin d'ameublement de la zone industrielle de Matoury s'est terminé fin novembre 2011 avec la signature d'un protocole d'accord entre le syndicat majoritaire et la direction. Les revendications syndicales initiales, qui portaient principalement sur des augmentations de salaire, ont été revues à la baisse lors des négociations. L'accord prévoit notamment des augmentations de salaire, dégressives en fonction du traitement initial, ainsi que le versement d'une indemnité de transport.

## Agriculture

Les premiers résultats du recensement agricole 2010, réalisé par le Ministère de l'agriculture, sont disponibles. L'agriculture guyanaise se démarque nettement des autres agricultures ultramarines. La Guyane est le seul département où le nombre d'exploitations agricoles a progressé entre 2000 et 2010 (+ 13 %), soit près de 6 000 exploitations au total, contrairement aux autres Départements d'outre-mer (DOM), où on observe une diminution du nombre d'exploitations. La surface agricole utilisée est également en hausse de 8 %. La Guyane se caractérise par le développement d'une petite agriculture vivrière poussée par la croissance démographique, et localisée notamment à l'intérieur du pays et le long des fleuves frontaliers. Les exploitations guyanaises sont moins spécialisées que dans les autres DOM, tendant plus vers la polyculture (mix légumes-fruits) que vers les « grandes cultures » type canne ou banane. Le salariat agricole permanent est en nette diminution (- 60 % entre 2000 et 2010) et reste très minoritaire par rapport à l'ensemble de la main d'œuvre (chefs, co-exploitants et familles).

## Hydrocarbures

Une mission d'appui au développement de l'industrie pétrolière en Guyane a été confiée à Anne DUTHILLEUL par les Ministres de l'écologie, de l'industrie et de l'outre-mer. Mme DUTHILLEUL, ingénieure générale des Mines, a été présentée le 30 novembre 2011 à la collectivité régionale, aux parlementaires guyanais ainsi qu'au consortium minier chargé de l'exploration pétrolière en Guyane. S'appuyant sur l'hypothèse que les futurs forages d'exploration confirmeront la présence d'hydrocarbures exploitables, l'Etat souhaite accompagner et anticiper le développement d'une future filière pétrolière en Guyane, en termes environnementaux, de sécurité, ou économiques (création d'une fiscalité adaptée, conditions préalables à des créations d'emploi locales...). Un rapport provisoire devrait être établi fin décembre 2011, avant une restitution définitive mi-2012.

# ACTUALITES REGIONALES

---

## Coopération Guyane-Bésil

Les 24 et 25 novembre 2011 se tenait la 7<sup>ème</sup> Commission mixte transfrontalière (CMT) à Macapá, capitale de l'Etat de l'Amapá. Les CMT réunissent les autorités locales, nationales, et organismes socio-économiques de la Guyane et de l'Amapá, afin de travailler conjointement aux problématiques communes à ces deux régions (dans les domaines de l'économie, de l'environnement, de l'aménagement du territoire ou encore de la sécurité...). Des questions relatives au développement des infrastructures (énergie, transport routier...), au développement du bassin de l'Oyapock (notamment la future création d'un Conseil du fleuve Oyapock) ou à la mise en œuvre d'accords de coopération universitaire, ont entre autres été abordées lors de cette 7<sup>ème</sup> CMT. L'orpaillage clandestin en Guyane a également fait l'objet de débats appuyés, le Brésil n'ayant toujours pas ratifié l'accord de coopération de lutte contre l'orpaillage illégal, pourtant signé en 2008 avec la France.

L'ouverture du pont sur l'Oyapock est quant à elle suspendue à l'avancement des travaux de raccordement routier côté brésilien. Elle devrait finalement avoir lieu au second semestre 2012.

## Visite ministérielle brésilienne

Le Ministre brésilien du travail et de l'emploi, Carlos LUPI, était en visite en Guyane début novembre 2011. Des rencontres avec la communauté brésilienne et les acteurs institutionnels guyanais étaient prévues. M. LUPI a également inauguré la Maison du travailleur à Oiapoque. Cette dernière sera chargée d'accueillir les travailleurs brésiliens migrants -notamment ceux revenant de Guyane- afin de les orienter professionnellement ou de leur proposer des formations au Brésil.

## Diplomatie Guyane-Suriname

Le consul du Suriname en poste à Cayenne, Edgar DIKAN, a quitté ses fonctions fin novembre 2011. Le prochain consul devrait être nommé prochainement.

Par ailleurs, les formalités administratives pour les déplacements des guyanais au Suriname sont simplifiées. Le Suriname a en effet lancé le 25 novembre 2011 sa nouvelle « carte touristique » pour les ressortissants d'une dizaine de pays, dont la France. Plus simple à obtenir et moins chère que le visa, la carte touristique permet d'effectuer un aller/retour Guyane-Suriname, pour un séjour maximum de 90 jours.

## Développement de la zone Amérique Latine-Caraïbes

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a publié récemment son Rapport sur le développement humain 2011, qui présente le classement actualisé des pays selon leur indice de développement humain (IDH). Les principaux critères concernent l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le revenu par habitant. Les pays les mieux classés d'Amérique latine – Caraïbes sont : le Chili, l'Argentine et la Barbade, se situant autour du 45ème rang mondial (IDH « très élevé » d'environ 0,800). Avec un IDH de 0,718, le Brésil est à la 84ème place mondiale, contraint par de fortes inégalités dans la répartition des revenus. Le Suriname et le Guyana, se situent respectivement aux 104ème et 117ème rangs mondiaux (IDH moyen). La Guyane, selon les estimations effectuées par l'Insee (IDH de 0,806 en 2009), se placerait autour du 40ème rang, soit le niveau de développement humain le plus élevé de sa zone géographique.

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	oct-11	<b>124,2</b>	0,2%	2,2%
		↓	Prix administré du litre d'essence	déc-11	<b>1,59 €</b>	[-1,9%]	[12,8%]
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	oct-11	<b>17 422</b>	-0,5%	7,1%
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	sept-11	<b>7 151</b>	0,2%	7,5%
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	oct-11	<b>15 833</b>	[-0,2%]	ns.
		↑	Prestations nettes versées (1)	oct-11	<b>8,0 M€</b>	[6,1%]	ns.
				Cumul	<i>68,8 M€</i>		<i>ns.</i>
	CONSUMMATION	↓	Recettes d'octroi de mer	nov-11	<b>10,2 M€</b>	-10,3%	-8,3%
				Cumul	<i>110,7 M€</i>		<i>8,6%</i>
		↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	sept-11	<b>11,0 M€</b>	1,1%	-11,1%
			Cumul	<i>110,4 M€</i>		<i>8,7%</i>	
	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	nov-11	<b>386</b>	17,1%	5,8%	
			Cumul	<i>4 066</i>		<i>5,0%</i>	
INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE)(3)	sept-11	<b>32,5 M€</b>	0,0%	-10,3%	
			Cumul	<i>342,7 M€</i>		<i>19,7%</i>	
	↑	Ventes de véhicules utilitaires	nov-11	<b>106</b>	13,9%	-3,6%	
			Cumul	<i>1 013</i>		<i>-0,8%</i>	
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (3)	sept-11	<b>14,5 M€</b>	7,9%	92,7%	
			Cumul	<i>121,5 M€</i>		<i>-1,4%</i>	
	↑	Importations (3)	sept-11	<b>98,7 M€</b>	5,6%	12,8%	
			Cumul	<i>970,6 M€</i>		<i>25,6%</i>	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à nov. 2011 <b>6 tirs (5 Ariane 5, 1 Soyouz)</b>			5 tirs à nov. 2010
			Satellites lancés	Cumul à nov. 2011 <b>10 satellites + 1 ATV</b>			10 satellites à nov. 2010
	BTP	↓	Ventes de ciment	oct-11	<b>8 179 tonnes</b>	-5,4%	2,2%
				Cumul	<i>71 821 tonnes</i>		<i>13,5%</i>
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	sept-11	<b>1 890 kgs</b>	38,5%	55,0%
				Cumul	<i>9 990 kgs</i>		<i>37,4%</i>
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	sept-11	<b>7,2 M€</b>	52,5%	98,6%
				Cumul	<i>33,1 M€</i>		<i>66,7%</i>
		↑	Cours de l'once d'or	nov-11	<b>1737,5 \$</b>	[4,3%]	[26,7%]
		↓	Grumes sorties de forêt ( <i>données non consolidées</i> )	août-11	<b>4 958 m3</b>	-20,5%	-39,6%
				Cumul	<i>25 001 m3</i>		<i>-29,1%</i>
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	sept-11	<b>54,5 tonnes</b>	-9,8%	122,2%
			Cumul	<i>724,9 tonnes</i>		<i>17,1%</i>	
↑		Exportations de poissons (3)	sept-11	<b>174,2 tonnes</b>	3,6%	-15,8%	
			Cumul	<i>1 094,1 tonnes</i>		<i>-4,5%</i>	
		Exportations de riz (2)(3)	sept-11	<b>0 tonne</b>	ns.	ns.	
			Cumul	<i>3 209,2 tonnes</i>		<i>[-25,6%]</i>	
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	sept-11	<b>32 811</b>	3,2%	6,9%	
			Cumul	<i>332 629</i>		<i>4,8%</i>	
	↑	Nombre de nuitées	sept-11	<b>29 000</b>	22,5%	17,2%	
			Cumul	<i>245 000</i>		<i>2,2%</i>	

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

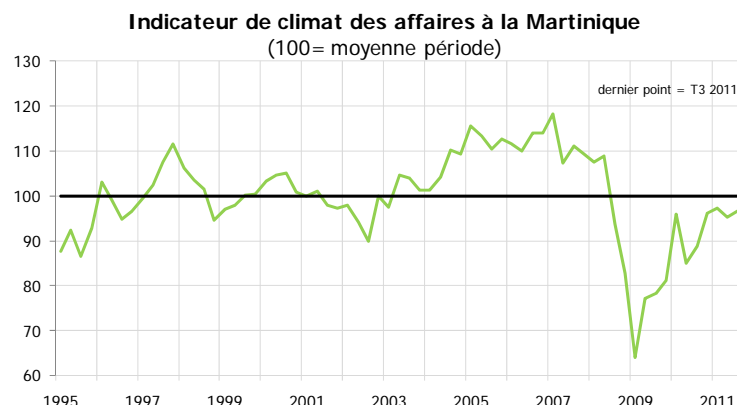
BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Climat des affaires : indicateur en légère amélioration

L'indicateur du climat des affaires s'améliore légèrement (+1,5 point) après le recul observé au trimestre précédent. Il reste toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-3,3 points). Cette amélioration tient aux anticipations positives des chefs d'entreprise, notamment sur l'activité du quatrième trimestre. Toutefois, l'allongement des délais de paiement pénalise la trésorerie du troisième trimestre et freine la progression de l'indice.

La consommation des ménages ralentit, les ménages préférant différer leurs achats les plus importants. Dans ce contexte d'incertitude, l'investissement reste timide.



Au niveau sectoriel, les évolutions sont hétérogènes. Alors que l'activité se dégrade dans le secteur primaire, l'industrie et les services aux entreprises, elle s'oriente plus favorablement dans le BTP, le commerce et le tourisme. Les prévisions laissent présager une hausse de l'activité pour la fin de l'année.

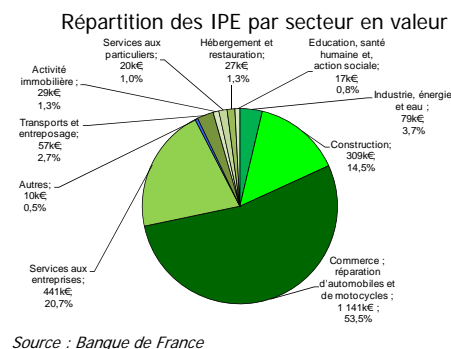
### Coût du crédit aux entreprises : hausse modérée des conditions débitrices au second semestre

La dernière enquête semestrielle de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises a été réalisée au cours du mois de juillet 2011 auprès d'un échantillon constitué de 6 établissements financiers de la place. Le taux moyen pondéré global des crédits octroyés aux entreprises à la Martinique s'établit à 4,82 % contre 5,97 % douze mois auparavant, soit une diminution de 115 points de base, mais en légère augmentation sur le semestre (+ 37 points de base). Il est inférieur à celui de la Réunion (5,71 %) et à celui de la Guadeloupe (5,52 %). Une telle baisse est également observée pour différentes maturités, sur l'année, notamment sur les crédits à moyen et long termes (4,76 %, - 18 points de base) et les découverts (8,53 %, - 183 points de base), à l'inverse de l'escompte dont le taux progresse de 310 points de base à 6,02 %. Sur le semestre, ces valeurs sont respectivement ramenées à + 67 points et - 104 points de base.

### Incidents de paiement sur effets de commerce : baisse de la sinistralité à fin septembre

392 incidents de paiement sur effets de commerce ont été recensés au 30 septembre 2011, contre 424 à fin juin (- 7,5 % ; - 12,1 % sur l'année), pour un montant total de 2,26 millions d'euros (- 10,3 % sur le trimestre et - 6,2 % sur l'année). Toutefois, la valeur unitaire moyenne des effets impayés s'accroît de 6,7 % (5 765 euros contre 5 403 euros).

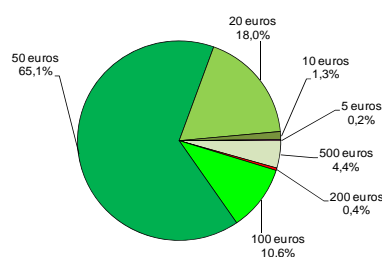
Sur le trimestre, si la sinistralité des secteurs « construction » et « commerce » continue de reculer (respectivement - 25,7 % et - 20,8 %), elle s'accroît dans l'« industrie », le « transport-entrepôt », les « services aux entreprises » et les « services à la personne » (respectivement : + 165 %, + 247 %, + 53,1% et + 3,3 %).



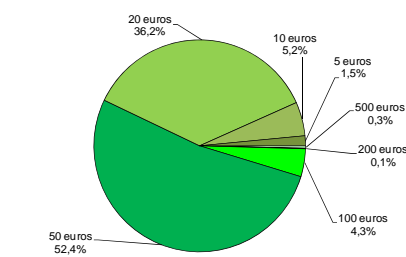
### Monnaie fiduciaire : émissions nettes de billets en progression au 30 septembre

Au 30 septembre 2011, les émissions nettes de billets ont progressé de 10,6 % en volume et de 11,4 % en valeur sur un an. Elles s'établissent à 19,1 millions de billets contre 17,2 millions un an plus tôt, pour une valeur de 765 M€ contre 686 M€ en septembre 2010. Les coupures de 50 € et 20 € concentrent 88,6 % du nombre de billets en circulation, la coupure de 50 € représentant à elle seule 52,4 % du volume de l'émission nette de billets (+ 0,2 point). En valeur, le poids de cette dernière coupure est toutefois en léger retrait dans le total à 65,1 % (- 0,2 point).

Répartition en valeur à fin septembre



Répartition en nombre à fin septembre





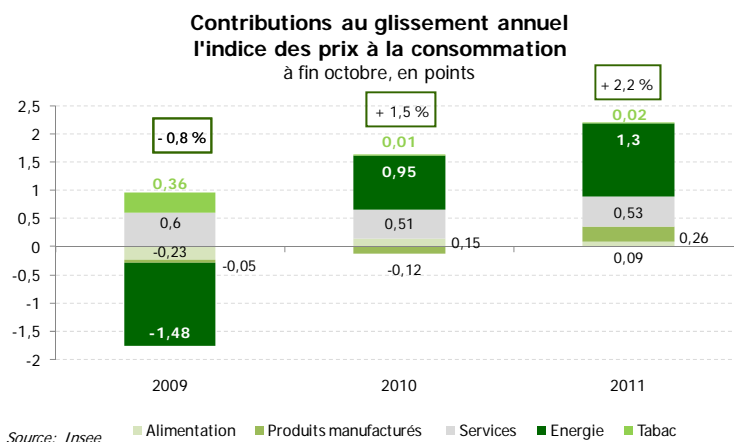
## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Inflation : +2,2 % à fin octobre en glissement annuel

A fin octobre 2011, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 126,1. Il enregistre une baisse de 0,3 % sur un mois. Sur un an, le taux d'inflation s'élève à 2,2 % contre 1,5 % un an auparavant.

Cette progression des prix tient au relèvement des prix de l'énergie (+14,2 % sur un an) qui participe à hauteur de 1,3 point à la hausse de l'indice. Par ailleurs, les services (+1,1 %) et les produits manufacturés (+0,9 %) contribuent respectivement de 0,53 et 0,26 point à l'augmentation des prix.

Dans les autres géographies, l'inflation atteint : +2,0% en Guadeloupe ; +2,2 % en Guyane et 2,4 % à la Réunion et en Métropole.



### Progression du PIB de 4,6 % en 2010

Publiées en octobre, les estimations produites par l'INSEE, l'AFD et l'IEDOM, dans le cadre du partenariat CEROM, font apparaître une progression du PIB de 4,6 % en volume en 2010. Après le ralentissement enregistré en 2009 (-6,5 %), cette évolution permet un rattrapage partiel. La consommation des ménages est l'élément moteur de cette augmentation. Elle a progressé de 3,6 % en volume et contribue à hauteur de 2,2 point à la croissance. De son côté, l'investissement joue un rôle plus modéré, en forte baisse en 2009 (-23,6%), il progresse de nouveau en 2010 (+ 4,6 %) et contribue de 0,9 point à la croissance. Par ailleurs, la reprise des échanges a été spectaculaire et témoigne d'un regain de l'activité économique. Au final deux tiers de la perte de valeur ajoutée enregistrée en 2009 a été récupéré en 2010.

Cette étude est disponible en ligne sur le site internet : [http://www.iedom.fr/IMG/pdf/comptesrapides2010\\_ma.pdf](http://www.iedom.fr/IMG/pdf/comptesrapides2010_ma.pdf)

## ACTUALITE REGIONALE

### Renforcement des positions du Groupe GBH à la Martinique

Après le départ du Groupe DELHAISE en 2009, l'hypermarché Cora n'avait pas trouvé de repreneur. Par une décision du 1<sup>er</sup> septembre 2011, l'autorité de la concurrence a autorisé le Groupe Bernard Hayot à acquérir l'hypermarché de Cluny. Après plusieurs semaines de travaux et de rénovation, le centre commercial Carrefour de Cluny a ouvert ses portes le mardi 29 novembre. Le groupe a engagé près de 8 millions d'euros de travaux dans la réfection et la réhabilitation du site et a également repris certains commerces proches de l'hypermarché.

### Hausse des prix de l'énergie

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix des carburants routiers a été fixé, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 à : 1,42 euro/ litre pour le super sans plomb (- 2 centimes par rapport à novembre) et 1,27 euro/ litre pour le gasoil (+3 ct). Le prix de la bouteille de gaz diminue de 4 centimes à 23,92 €.

### Air Caraïbes se dote d'un nouvel avion

La compagnie aérienne Air Caraïbes s'est doté d'un 5<sup>e</sup> gros porteur, un airbus A330 – 300. L'avion sera mis en service le 10 décembre 2011 et permettra de renforcer les rotations d'hiver entre les Antilles et Paris : 3 vols directs par semaine entre Orly et Saint-Martin, un vol supplémentaire entre Orly et Cayenne et 2 vols hebdomadaire sur l'axe Orly – Port au Prince. Cet achat doit permettre à la compagnie de renforcer sa politique de fidélisation et de conquérir de nouvelles parts de marchés.

### Mission de la médiation de l'hôtellerie aux Antilles

Alain BODON, inspecteur général de finances, a rendu son rapport sur la situation financière des hôtels aux Antilles, qui fait apparaître des situations hétéroclites selon les établissements. La mission a permis d'identifier les faiblesses, notamment financières des hôtels et a permis d'apporter des solutions partielles ou totales pour 75 établissements (50 en Martinique et 25 en Guadeloupe). Une nouvelle mission sera mise en place afin de poursuivre les discussions en cours entre les entreprises et les services, accompagner la recherche de solutions et faciliter la mise en œuvre de certaines propositions du rapport.

### Inauguration de la nouvelle agence du Crédit Mutuel

Le Crédit Mutuel a inauguré le 2 décembre 2011, sa nouvelle agence à la zone des mangles, en présence de plusieurs personnalités. L'agence regroupe 3 structures de l'établissement financier : la caisse des entreprises, la caisse des enseignants et le guichet permanent d'Acajou.

### Visite de Nadine MORANO

La Ministre chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle était en Martinique les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre dernier. Lors de cette visite elle a signé le contrat d'objectifs et de moyens (COM) 2012-2015 en partenariat avec le Conseil Régional. Le COM prévoit une enveloppe de 10 millions d'euros et sera financé à part égales par les deux partenaires. Il doit permettre de rénover les centres de formations, de former des éducateurs et accompagnateurs et de soutenir l'initiative pédagogique, la création de nouvelles filières et l'insertion dans l'entreprise.

La Ministre a également visité le Régiment du service militaire adapté (RSMA), le CFA BTP de Ducos et l'entreprise « L'Orfèvre du bois ».

## INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> <i>(source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- octobre 2011	126,1	-0,3 %	+2,2 %
<b>Chômage</b> <i>(source : DIECCTE)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- octobre 2011	42 970	+1,3 %	+7,1 %
	Indicateur de chômage (base pop. active : 165 370)	- octobre 2011	26,0 %		+1,7 pt
<b>Allocation Chômage</b> <i>(source : Pôle Emploi)</i>	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- octobre 2011	20 255	+0,5 %	-2,0 %
<b>RSA</b> <i>(source : CAF)</i>	Nombre de bénéficiaires du RSA payés	- septembre 2011	36 913	-2,3 % *	-
<b>Commerce extérieur</b> <i>(source : Douanes)</i>	Importations (en M€)	- septembre 2011	175,8	-38,1 %	-20,0 %
	Exportations (en M€)	- septembre 2011	26,5	-37,7 %	-0,4 %
	Taux de couverture mensuel:		15,1 %		+3,0 pts
<b>Grande distribution</b> <i>(source : DIECCTE)</i>	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2011	41,4	+0,5 %	+0,1 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2011	414,7		+3,7%
<b>Vulnérabilité des ménages</b> <i>(source : IEDOM)</i>	Personnes physiques en interdit bancaires	- octobre 2011	17 857	-0,6 %	-1,2 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- octobre 2011	5 257	-	-12,6 %

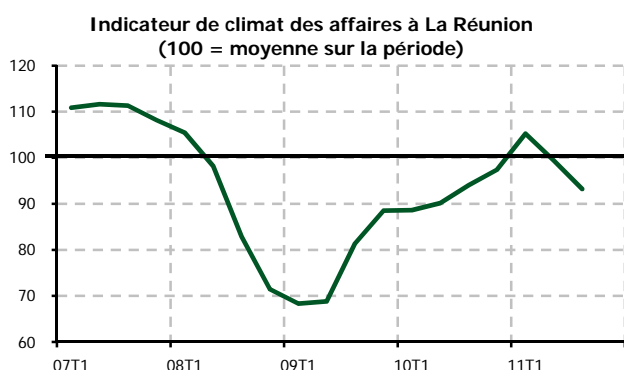
\* variation trimestrielle

## INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> <i>(source : CCIM)</i>	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2011	92 027	-49,6 %	+3,8 %
		- cumul annuel	1 251 289		+4,1 %
<b>Trafic Maritime</b> <i>(source : DD PAF)</i>	Nombre de croisiéristes	- octobre 2011	0	-	nd
		- cumul annuel	19 614	-	-65,7 %
<b>Construction</b> <i>(source: Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	- octobre 2011	17 786	+10,0 %	+6,7 %
		- cumul annuel	169 361		+1,9 %
<b>Immatriculations</b> <i>(source : AAA)</i>	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- novembre 2011	1 383	+19,4 %	-8,4 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- novembre 2011	190	+1,6 %	+11,1 %
	Cumul annuel (VPN + VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		12 470	-	+2,9 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Le climat des affaires se détériore



Source : enquête de conjoncture IEDOM, données trimestrielles

L'économie réunionnaise semble connaître des difficultés au troisième trimestre. L'indicateur du climat des affaires se dégrade (- 6,2 points par rapport au deuxième trimestre) et s'établit à nouveau nettement en dessous de sa moyenne de longue période (- 6,8 points).

La quasi-totalité des soldes entrant dans la composition de l'ICA ont contribué à sa baisse, notamment ceux portant sur l'évolution des délais de paiement (passés et prévus), de la trésorerie passée et de l'investissement. A l'opposé, la meilleure orientation des jugements portés sur les effectifs passés ainsi que sur les prix, passés et prévus, ont permis de freiner le recul de l'indice.

La consommation des ménages marque le pas, confirmant certains signes de ralentissement apparus au trimestre précédent, tandis que l'investissement se

contracte. Au niveau sectoriel, les évolutions sont hétérogènes. Alors que l'activité se dégrade dans le secteur primaire, le commerce et le BTP, elle s'oriente favorablement dans les services marchands et l'industrie.

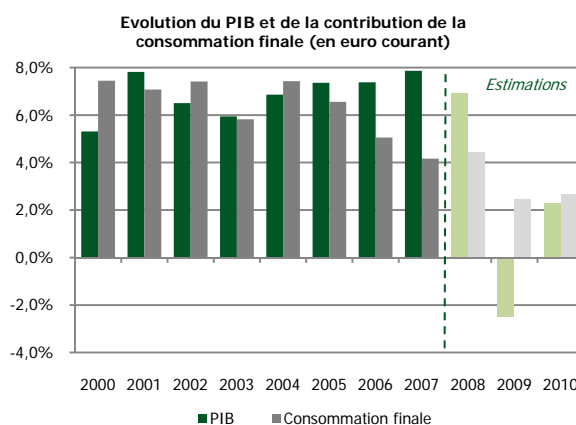
La note expresse « Tendances conjoncturelles » du troisième trimestre 2011 est disponible sur le [site de l'ledom](#).

### La consommation des ménages à La Réunion : structure et financement

La consommation finale des ménages a été le principal moteur de la croissance économique à La Réunion tout au long de la période 2000 - 2008. Même si elle ralentit sensiblement depuis 2006, elle reste soutenue, y compris en 2009 au plus fort de la crise.

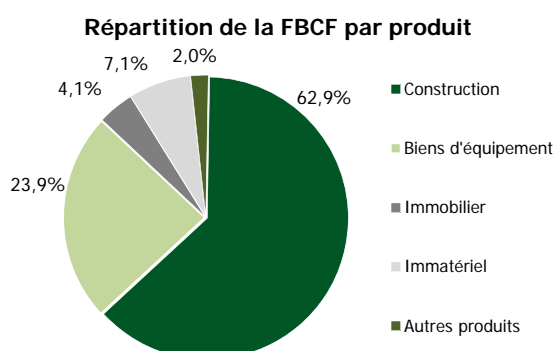
Elle a été principalement financée par le revenu disponible brut des ménages, mais le recours au crédit a par ailleurs permis, jusqu'en 2006, de stimuler les dépenses des ménages en biens d'équipements et en véhicules. L'endettement des ménages a ainsi contribué à accélérer le rattrapage des niveaux d'équipements par rapport à ceux des ménages métropolitains. Depuis 2006, le ralentissement de la demande en biens d'équipements, lié à la saturation du parc ou à de plus faibles potentiels de croissance selon les produits, s'est traduit par un net recul du crédit à la consommation, amplifié par une réorientation de la demande de crédit vers les crédits à l'habitat.

L'étude est disponible sur le [site de l'ledom](#).



Sources : Insee - Comptes définitifs, Cerom - Comptes rapides

### L'investissement à La Réunion : prédominance de la construction



Source : Insee - Comptes économiques définitifs 2007

La Réunion est engagée, depuis plusieurs décennies, dans un processus d'amélioration de ses équipements publics et privés. L'investissement constitue donc un des piliers de la croissance économique locale, derrière la consommation des ménages. Il s'appuie notamment sur une demande de logements importante, soutenue par la pression démographique et des mesures fiscales incitatives, mais également sur les grands travaux publics, qui façonnent le paysage réunionnais.

Cet environnement législatif incitatif et la réalisation de grands chantiers ont stimulé l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics. La construction représentait ainsi près des deux tiers de l'investissement global en 2007, avec 2,2 milliards d'euros de FBCF. Après plusieurs années de forte croissance, l'activité dans le secteur du BTP s'est très nettement dégradée à

partir du milieu de l'année 2008, en raison d'une baisse conjointe de la demande privée de logements et de la commande publique. Cette baisse de l'activité dans le bâtiment et les travaux publics a fortement impacté l'évolution de la FBCF à partir de la fin 2009.

L'étude est disponible sur le [site de l'ledom](#).

## BREVES ECONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la consommation	Octobre 2011	127,0	+ 0,0 %	+ 2,4 %
	IPC France entière		124,2	+ 0,2 %	+ 2,4 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Octobre 2011	26 305	+ 8,9 %	+ 12,8 %
	En cumul (milliers d'euros)		236 713	-	+ 11,2 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)		3 559,3	-	+ 17,8 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	Septembre 2011	206,5	-	+ 6,6 %
	Taux de couverture		5,8 %	-	- 0,6 pt
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Octobre 2011	120 900	+ 0,4 %	+ 6,8 %

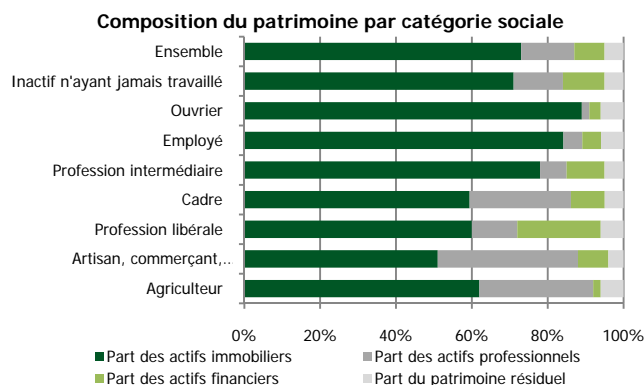
### LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Octobre 2011	196 597	+ 29,7 %	+ 2,1 %
	Cumul 2011	cumul Oct.	1 797 862	-	+ 8,4 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	Septembre 2011	61 700	+ 3,7 %	+ 10,6 %
	Cumul 2011	cumul Sept.	573 300	-	+ 10,7 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Septembre 2011	1 845	n.s.	n.s.
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Sept.	14 521	-	- 20,7 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Septembre 2011	16,4	n.s.	n.s.
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Sept.	198,7	-	- 15,5 %
	Effectifs salariés du BTP	Octobre 2011	17 891	+ 0,8 %	+ 2,2 %

### L'immobilier, premier patrimoine des ménages réunionnais

En 2010, l'immobilier constitue près des trois quarts du patrimoine global des ménages réunionnais, contre un peu des deux tiers en France métropolitaine. La part du patrimoine financier est faible comparativement à la France métropolitaine : 8 % du patrimoine à La Réunion contre 20 % en métropole. Les artisans, commerçants et industriels possèdent le patrimoine le plus élevé, avec 505 800 € en moyenne, en raison de leur patrimoine professionnel, qui représente plus du tiers de leur patrimoine global. Les cadres se distinguent par la part d'actifs financiers dans leur patrimoine, la plus importante des catégories sociales (22 %).

La moitié des ménages réunionnais possèdent plus de 90 000 € de patrimoine. L'écart entre les plus bas et les plus hauts patrimoines est très important, mais il est comparable à ce que l'on observe en France métropolitaine. En effet 10 % des ménages, les moins bien dotés, disposent de moins de 1 000 € de patrimoine brut. A l'opposé, les 10 % des ménages les mieux dotés jouissent d'un patrimoine supérieur à 462 900 €. L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).



### Des embauches de plus d'un mois en hausse au troisième trimestre 2011, mais à un rythme inférieur aux autres régions françaises

Selon la caisse nationale de l'Urssaf, les embauches de plus d'un mois, hors intérim, progressent de 1,9 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010 à La Réunion, après une augmentation de 1,0 % le trimestre précédente. Malgré cette accélération, ce rythme de croissance est nettement en deçà des progressions observées dans les autres régions françaises (hormis la Guadeloupe), notamment dans les régions Auvergne, Alsace, Franche-Comté et Bretagne où les embauches de plus d'un mois ont augmenté d'au moins + 14,0 % sur un an. Sur l'ensemble du territoire français, elles se sont accrues de 9,8 %.

### Cession de Mascarin par Tereos

Contraint par l'Autorité de la concurrence de céder l'une de ses deux sociétés de conditionnement de sucre, Tereos a vendu sa filiale agroalimentaire, Mascarin, spécialisée dans le sucre, le chocolat, le sirop, le rhum et l'alcool à brûler, à un pool de repreneurs réunionnais, qui comprend le fonds d'investissement Finaera (45 % du capital), présent dans l'île via Star Invest, la holding de la famille Thiéblin, OXACO (45 %), et le management de l'entreprise (10 %).

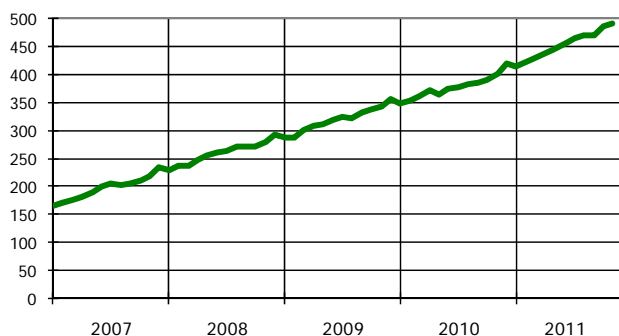
## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes

Au 30 novembre, les émissions nettes de billets s'étoffent de 5 millions d'euros sur le mois (soit +1 % contre +3 % le mois précédent) et atteignent 489,7 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre restent stables en revanche : -0,1 %, après +4,4 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte avoisine 9,2 millions au 30 novembre 2011, dont près de 73 % sont représentés par la coupure de 50 €. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, qui s'est apprécié de plus de deux euros cinquante depuis le début de l'année, atteint 53,5 € au 30 novembre.

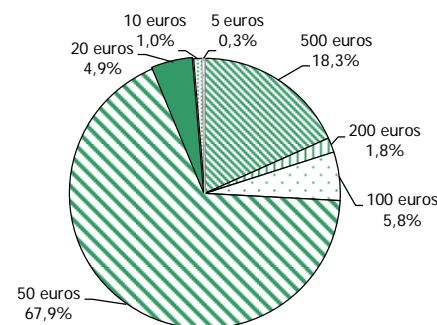
Emissions nettes cumulées de billet au 30 novembre 2011

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en valeur au 30 novembre 2011



Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### La crise mahoraise, mesures d'urgence

- **Le plan de relance**

Après la suspension du mouvement de grève qui a paralysé Mayotte pendant 44 jours, l'heure est au bilan et la reconstruction. La ministre chargée de l'Outre-Mer, Marie-Luce PENCHARD, a reçu le 22 novembre 2011, les grands élus de l'île afin de leur proposer un plan de relance de l'économie et de sauvegarde de l'emploi. Ce plan de relance d'un montant total de 53,4 millions est destiné à financer des opérations inscrites au contrat de projet 2008-2013. Concrètement l'Etat prendra en charge la totalité du financement de certains projets qui pourraient débiter dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et qui devaient être financés initialement à la fois par l'Etat et le Département.

Les projets retenus concernent principalement les secteurs du BTP, de la pêche et de l'agriculture : Création de la Zac d'Hamaha (13 M€), réalisation de quais de transferts (9,6 M€), réhabilitation des routes départementales (7,5 M€), travaux d'alimentation en eau potable et gestion des déchets (5,8 M€), mise aux normes des écoles primaires (3,5 M€), financements de travaux pour le développement des filières agriculture et pêche (9,2 M€)...

Le plan Co.RAIL (Contrat de Reprise de l'Activité à l'Initiative Locale) a également été activé pour un montant total de 1,2 M€. Cet outil permet à l'Etat de prendre des mesures exceptionnelles pour aider les entreprises à faire face à leurs difficultés de trésorerie via des mesures visant à faciliter l'accès au crédit bancaire à court terme ou à faciliter la reprise de l'investissement à moyen terme.

- **Un point d'entrée unique**

Au-delà du plan de relance, un panel de mesures d'urgences a été communiqué par le préfet Thomas Degos, après concertation entre principaux acteurs économiques (syndicats patronaux, chambres consulaires, etc.). Un étalement des charges sociales et des dettes fiscales peut être consenti par les administrations concernées (CSSM, CACM, DSF, TG, ...). Les entreprises auront également la possibilité de recourir au chômage partiel. Les banques ont également été sollicitées pour un examen attentif de demande des entreprises. Le dispositif de médiation du crédit géré par l'IEDOM sera poursuivi et l'AFD mobilisera ses outils (garanties d'emprunt, avances de règlement...). L'Adie, acteur essentiel du microcrédit, a obtenu par l'Etat une dotation complémentaire pour des actions d'aide au développement et d'accompagnement des créateurs et des chefs d'entreprise.

Pour faciliter l'accès aux informations, l'Etat a créé au sein de la DIECCTE, une cellule « de soutien à l'activité et à l'emploi ». Elle constitue le point d'entrée unique pour les entreprises avec pour numéro d'appel le 02 69 61 98 90.

- **Installation du CODEFI**

Un comité départemental d'examen des problèmes de financement (CODEFI) a été créé à Mayotte. Il a pour rôle d'orienter les entreprises de moins de 400 salariés présentant des difficultés structurelles sortant du champ de la médiation du crédit.



### • Mise en place effective des bons de réduction

Les bons de réductions annoncés le 14 octobre dernier par la ministre chargée de l'outre-mer sont arrivés sur l'île. Ces bons sont destinés aux 14 000 ménages inscrits à la Caisse d'allocations familiales et dont les ressources sont inférieures à 600 euros mensuels. Chaque ménage pourra prétendre chaque mois à un bon de 5 euros par produit dans la limite de 10 bons soit une valeur globale mensuelle de 50€. La liste des produits comprend les onze produits qui ont fait l'objet de négociation entre l'intersyndicale et les grands distributeurs. Cette aide exceptionnelle s'étale sur une période de quatre mois, de novembre 2011 à février 2012, avant l'arrivée du RSA prévue en mars 2011.

### Protection sociale

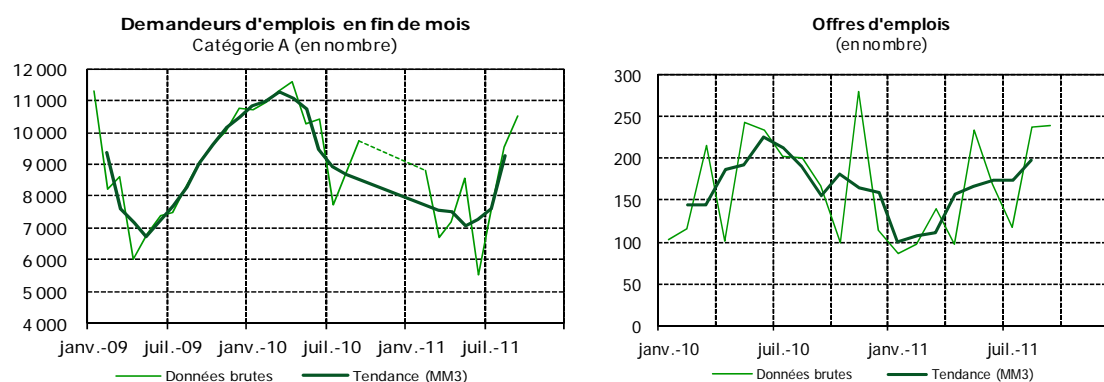
Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé, Xavier BERTRAND, a présenté lors du conseil des ministres du mercredi 23 novembre 2011 l'ordonnance n°2011-1641 portant extension et adaptation du RSA à Mayotte. L'ordonnance officialise et organise le RSA au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Les premiers versements sont attendus pour mars 2012 avec un effet rétroactif sur les deux mois précédents. Les montants versés correspondront à 25% de ceux versés en France métropolitaine et dans les autres DOM.

### Emploi

L'ordonnance n° 2011-1636 portant extension et adaptation du contrat unique d'insertion à Mayotte a été publiée au journal officiel le 25 novembre 2011. Ce contrat unique d'insertion (CUI) regroupe les contrats initiative emploi (CUI-CIE) du secteur marchand et les contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) du secteur non-marchand existant en métropole depuis 2010. Il ouvre droit à une aide financière dont le montant résulte d'un taux, appliqué au SMIG. Bien que les dispositions qui s'appliqueront soient les mêmes qu'en métropole, les spécificités mahoraises sont prises en compte grâce au maintien de l'aide à la formation financée par l'Etat et largement associée aux contrats aidés du secteur non marchand. Le CUI entrera en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mars 2012.

A fin septembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 10498 contre 9547 en août, soit une augmentation de 10,0 %. Sur un an (septembre 2011 par rapport à septembre 2010), l'augmentation est de 8,1 %. Sur les 10498 demandeurs d'emploi, 6935 ont entre 25 et 49 ans dont 76 % sont des femmes. Pour 54 % des demandeurs d'emploi, la qualification n'est pas déterminée et 13 % des demandeurs d'emploi seraient qualifiés.

En septembre 2011, 239 offres d'emploi ont été enregistrées, en hausse de 0,8 % par rapport à août 2011 (237). Le secteur de l'administration publique enregistre la plus forte hausse : le nombre d'offres passe de 128 à 158 entre août et septembre 2011. Sur les 239 offres, plus de deux tiers (176) concernent des emplois temporaires. En glissement annuel (septembre 2011 par rapport à septembre 2010), les offres d'emploi sont en hausse de 43,1%.



\* Les données entre oct.2010 et janv.2011 ne sont pas disponibles. Les points sont reliés par une courbe en pointillés.

### PIB 2009

Selon l'INSEE, le Produit Intérieur Brut (PIB) de Mayotte est estimé à 1,37 milliard d'euros en 2009. Bien qu'en retard par rapport aux autres DOM et la France métropolitaine, son évolution reste la plus dynamique avec une croissance annuelle moyenne de 10,8%. Par habitant, le PIB s'établit à Mayotte à 6600€ en 2009 contre 5200€ en 2005. Le PIB se définit comme étant la somme des valeurs ajoutées (VA) produites par l'ensemble des agents économiques. A Mayotte, les administrations publiques représentent à elles seules, plus de la moitié du PIB, alors qu'au niveau national, la part des administrations publiques n'est que de 18% en 2009. Les ménages ont beaucoup contribué à la croissance du PIB. En effet, les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de +49% entre 2005 et 2009 grâce à l'augmentation du salaire minimum garanti (SMIG) (+60% entre 2005 et 2009) et des prestations sociales qui ont été multipliées par 2,8 sur la période (passant de 38 millions à 106 millions d'euros selon l'INSEE).

### Transport

Le projet de la ligne directe Mayotte-Paris est reporté sine die. Les travaux d'allongement de 65 mètres de la piste pour permettre le décollage en pleine charge du B 777-200 LR ne sont pas réalisés et les murs anti-souffle actuels sont jugés insuffisants pour protéger les habitants de Pamandzi de la puissance des réacteurs au décollage. A ces problèmes techniques, d'ajoute celui de la rentabilité de la ligne avec un taux de remplissage insuffisant compte tenu du prix du kérosène 45% plus cher qu'à la Réunion. Enfin, Air austral rencontre des soucis d'ordre financier puisqu'elle a déjà annoncé un résultat négatif de 1,8 million d'euros pour l'exercice 2010/2011 et cela pourrait atteindre 20 millions d'euros au terme du prochain exercice et ce, malgré un chiffre d'affaire en augmentation de 9%. Afin de limiter son taux d'endettement et assurer ses besoins financiers, la compagnie envisage d'augmenter son capital de 20 millions d'euros et d'incorporer au capital social de l'entreprise, 9,6 millions de réserves le faisant ainsi atteindre 28,8 millions.

## ACTUALITE REGIONALE

L'ex-Président malgache Didier RATSIRAKA, installé en France depuis sa chute du pouvoir en 2002, est rentré à Madagascar le 24 novembre 2011. Il a été accueilli par ses anciens collaborateurs mais également par l'ancien Président Albert ZAFY et des représentants du Président RAVALOMANANA. Tous ces anciens adversaires politiques sont devenus aujourd'hui alliés dans le cadre des négociations devant emmener le pays à sortir de la crise institutionnelle.

Le 24 novembre, au ministère des relations extérieures des Comores a eu lieu la signature d'une convention de co-développement entre le gouvernement comorien et le gouvernement français d'un montant de 2 millions d'euros. Cette convention vise à soutenir les initiatives des associations des comoriens établis en France en faveur du développement économique et social de l'union des Comores en mettant à contribution les comoriens hautement qualifiés. Ce dispositif déjà mis en œuvre entre 2006 et 2010 s'est avéré très positif.

## PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		sept.-11	114,8	0,1%	2,7%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		sept.-11	10 498	-	8,1%
<b>Commerce extérieur</b>  (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-11	23 046	1,8%	-15,5%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-11	238 135	10,7%	-6,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-11	273	-76,9%	108,5%
		cumulées	sept.-11	9 453	3,0%	26,3%
	Taux de couverture	mensuels	sept.-11	1,19%	-4,04 pt	0,71 pt
		cumulés	sept.-11	3,97%	-0,30 pt	1,02 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b>  (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	oct.-11	364	14,1%	-30,5%
		cumulés	oct.-11	4 415	-	-9,5%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	oct.-11	22 668	5,8%	-8,5%
		cumulés	oct.-11	244 347	-	3,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	oct.-11	15,4	-51,1%	-61,2%
	cumulés	oct.-11	921,2	-	n.d	
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(3)</sup> (en tonnes)	mensuelles	sept.-11	3 995	5885,1%	n,d
		cumulées	sept.-11	57 179	-	-7,6%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		juin-11	37 552	0,2%	4,0%
	Consommation (en Mwh)	mensuelles	juin-11	19 616	-8,0%	-3,8%
		cumulées	juin-11	121 161	-	0,4%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-11	9 114	1,6%	6,7%
		cumulée	sept.-11	81 979	-	-2,4%
<b>Automobile</b>  (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	sept.-11	94	38,2%	10,6%
		cumulés	sept.-11	729	-	14,3%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	sept.-11	8	-70,4%	-65,2%
		cumulés	sept.-11	142	-	-8,4%
<b>Poissons d'élevage</b>  (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	juil.-11	5,0	-23,1%	-31,9%
		cumulés	juil.-11	33,1	-	-0,6%
	- en milliers euros	mensuelles	juil.-11	30,0	-23,1%	-40,9%
		cumulées	juil.-11	204,1	-	-8,2%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

\* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	09/11/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	09/11/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50%	09/11/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

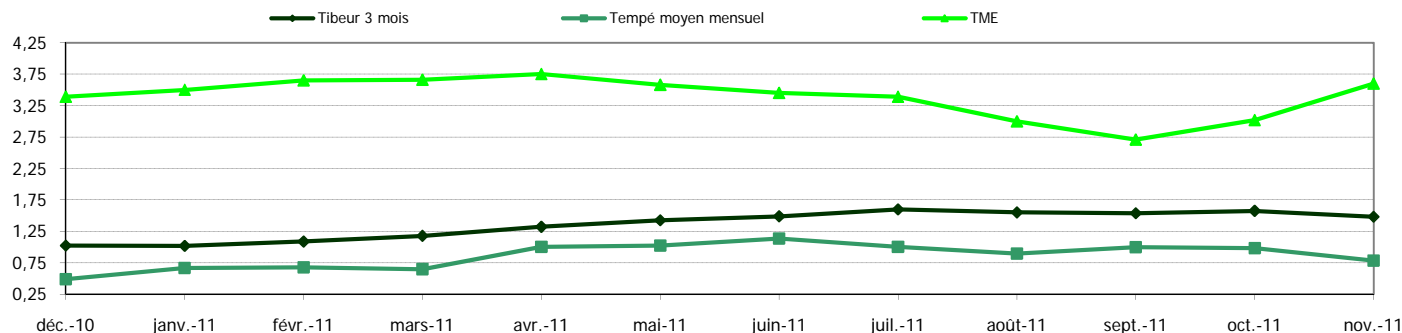
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2011)				
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,8972%	0,9963%	0,9835%	0,7845%	1,2220%	1,4810%	1,7040%	2,0420%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	octobre	Novembre	
3,00%	2,71%	3,02%	3,60%	3,20%	2,91%	3,22%	3,80%	

### Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,62%
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,10%
Prêts à taux variable	5,61%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts relais	6,28%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,27%	Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	12,76%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,16%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	11,65%	Découverts en compte (1)	13,84%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

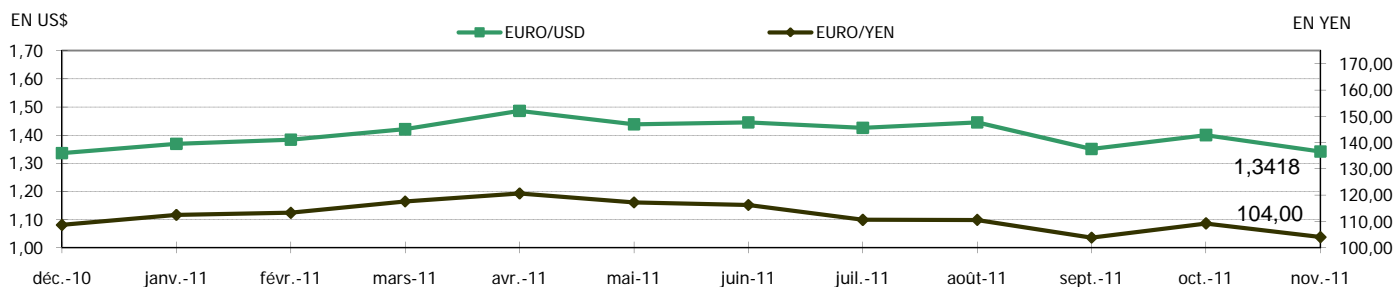
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3418	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,9570	EURO/SRD (Surinam)	4,43690
EURO/JPY (Japon)	104,0000	EURO/BWP (Botswana)	9,98540	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,40670
EURO/CAD (Canada)	1,3678	EURO/SCR (Seychelles)	17,5512	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,6163
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85580	EURO/MUR (Maurice)	39,3675	EURO/BBB (La Barbade)	2,68910
EURO/SGD (Singapour)	1,7261	EURO/BRL (Brésil)	2,4341	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,61000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4436	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,77430	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2846,3607	EURO/XCD (Dominique)	3,6302	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 14 décembre 2011 - Dépôt légal : décembre 2011 - ISSN 1284-4438